

La France ne serait-elle un pays de liberté que pour les fascistes internationaux ?

Le libertaire

Redaction : PIERRE MUALES
Administration : PIERRE ODEON
72, rue des Prairies, Paris (20e)
(Chèque postal : Odéon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 22 fr. Six mois... 14 fr. Trois mois... 8 fr. 50
ÉTRANGER : Un an... 30 fr. Six mois... 18 fr. Trois mois... 11 fr. 50
Chèque postal : P. Odéon 950-32

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté tout à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

COMMENT ON LES EXPULSE

Nous venons de recevoir de Bruxelles la lettre suivante :

Cher Camarades du Comité du droit d'Asile,

Je suis un expulsé, comme il y en a malheureusement des centaines d'autres. Mais je crois cependant que mon cas présente un certain intérêt, en raison de la façon dont je suis expulsé.

Le 10 septembre dernier, avec plusieurs camarades, je fus convoqué par le commissaire de police. Après un speech sur les fêtes de l'American Legion, on me demanda si je n'avais rien à dire et si j'étais prêt à faire une déclaration de ne pas participer aux manifestations projetées.

J'ai répondu, que je tenais à rester à Paris, mais que je ne pouvais faire une déclaration aussi humiliante que celle que l'on me demandait. On m'annonça alors que je serais expulsé immédiatement. On me laissa cependant mes cartes et je croyais que tout était fini.

Le jeudi suivant, deux agents de la sûreté, vinrent me proposer de leur fournir des renseignements sur le mouvement anarchiste ; ils ajoutèrent que si je consentais à le faire, ma tranquillité serait assurée et que mes dérangements seraient payés.

Avec politesse et dignité, je leur fis comprendre mon indignation et leur déclarai qu'il n'y avait pas d'or pour acheter ma conscience. Ils insistèrent cependant et me demandèrent si je ne connaissais personne susceptible d'accepter de jouer ce rôle.

A la suite de cet incident, dimanche matin, les policiers sont revenus, m'ont prié de les suivre et m'ont amené à la frontière comme un malfaiteur.

J'avais un petit « chez moi » : j'ai été obligé de l'abandonner. Je n'ai eu le temps que d'emporter quelques vêtements.

Voilà mon cas ; je vous l'ai exposé parce que je suis victime d'une vengeance politique. Il ne s'agit pas là de mesures de sûreté.

J'ai toujours travaillé, et j'ai trois certificats, l'un meilleur que l'autre. Recevez, chers Camarades, mes salutations cordiales.

Gobbi TORQUATO.

Voilà maintenant un des trois certificats de travail de ce camarade :

IMPRIMERIE Vve A. PUYFOURCAT
10, RUE ROCHECHOUART
PARIS

Paris, le 1^{er} août 1927.

Je soussigné certifie avoir employé Gobbi Torquato, demeurant boulevard de l'Hôpital du mois d'octobre 1924 à ce jour, date à laquelle il a été mon fonds d'imprimerie, à M. Chirouille, en qualité de papeterier-rougeur-magasinier et n'avoir eu qu'à me louer de ses services.

C'est un ouvrier très sérieux, courageux et honnête. M. Chirouille continue d'ailleurs à l'employer.

Signé : Vve Puyfourcat.

Que faut-il conclure ? Le cas de Gobbi Torquato est-il un accident ? Non pas. Gobbi Torquato est une victime parmi cent autres victimes d'une basse et ignoble police qui règne en maîtresse sur le pays.

Dire que le Comité du droit d'asile protestera contre l'expulsion scandaleuse de ce travailleur ; dire qu'il demandera, qu'il exigera, qu'il imposera son retour ici n'est pas suffisant. Il faut tout de même mettre un terme aux mesures inqualifiables prises contre des individus inoffensifs, pour l'unique raison que ces Messieurs du quai des Orfèvres veulent légitimer leurs demandes de « fonds secrets ».

Quoi ! un étranger n'aura plus le droit de rentrer en France parce que, travailleur, il se refuse à remplir le rôle immonde de mouchard ? Cela dépasse les bornes, en vérité. Il suffirait qu'un homme soit propre et ne veuille pas se faire l'auxiliaire des plus infâmes bureaux du ministère de l'Intérieur pour qu'immédiatement on lui signifie un arrêté d'expulsion ! N'y a-t-il plus place en France que pour les agents des souteneurs couronnés et pour les représentants qualifiés des assassins d'Amérique ?

Nous poserons demain la question devant l'opinion publique, mais nous la posons dès aujourd'hui aux grandes organisations de gauche et d'extrême-gauche qui se réclament de la « démocratie ».

Que pense la Ligue des Droits de l'Homme de ces procédés qui deviennent en France d'un usage trop courant ? La police viole, ouvertement, les droits les plus élémentaires des citoyens. La liberté individuelle n'est plus qu'un mot. On arrête, on emprisonne des hommes qui ne commettent aucun crime, aucun délit. Simplement parce que cela plaît aux bourgeois de Chiappe ou de Sarraut.

Lorsque la victime a la « chance » d'être française et d'être connue, on consent à la relâcher parfois, surtout lorsque l'opinion publique est saisie de l'acte d'arbitraire ; mais, lorsque c'est un étranger, la police triomphe toujours. Elle expulse et le tour est joué.

Il faut que cela cesse. Gobbi Torquato doit revenir en France, et avec lui tous

ceux qui furent expulsés en vertu du régime du bon plaisir que nous subissons depuis quelques mois.

Il n'est pas possible que l'on permette aux agents de la préfecture de police de jouer avec la liberté et souvent avec la vie d'hommes innocents. Il fut un temps où, en France, les gouvernants et les bourgeois se servaient de la police, mais la méprisait et la désavouait lorsqu'elle se livrait à de telles extrémités.

Toute propriété morale a-t-elle disparu de ce pays ? De Dunkerque à Biarritz, de Brest à Nice, tous les hommes se sont-ils engagés dans une vaste entreprise de mouchardage et vont-ils couvrir de leur silence les actes inqualifiables du ministère d'Union sacrée ?

Nous voulons espérer qu'il en sera autrement.

Après les « Attentats »

Les « attentats » imaginés ou réels sont exploités cyniquement par le ministère de l'Intérieur et sa police. Rallies, perquisitions, arrestations, expulsions, les arguments s'en donnent à cœur joie.

Il faut satisfaire ce que la presse corrompue appelle l'opinion publique ; il faut donner de la pâture romantique à toutes les concierges de France, et les journaux insèrent des communiqués et des informations mensongères, qui sentent la « sûreté générale » à vingt pas.

C'est ainsi qu'à la suite de « l'attentat » du Golfe Juan, plus de cent arrestations furent opérées dans la région d'Antibes. Pour la plupart les victimes étaient étrangères. Mais il fallut les relâcher car on ne trouva rien contre eux.

Cependant on a maintenant comme « auteurs probables » de « l'attentat » de Juan-Pons, trois militants libertaires italiens, Revolto Tancelli, Pascal Simoncini et le peintre Silvio Franchini. Aucune charge, aucune preuve contre ces camarades. L'un d'eux, découvert chez eux, qui puisse permettre une telle accusation de s'étayer et à la lecture même des journaux bourgeois, on sent la faiblesse de l'accusation. On les jette malgré tout en prison.

Nous n'avons pas aujourd'hui à dire ce que nous pensons des « attentats » individuels. Nous savons que la plupart de ceux-ci sont imaginaires. Mais nous tenons cependant à dire ici, que s'il était prouvé que des libertaires, que des hommes dégoutés de la bassesse et la servilité collectives, s'étaient livrés à des actes d'une extrême violence, face à tous les pouvoirs, nous les défendons comme des victimes d'un régime d'oppression et d'opprobre.

LECOIN ET MORINIÈRE en liberté provisoire

Nos camarades Lecoïn et Morinière qui furent arrêtés à la suite des circonstances que l'on connaît ont été mis en liberté provisoire vendredi dernier. Il est à souligner que cette mesure fut prise au dernier jour des réceptions officielles en « l'honneur » de l'American Legion.

Notre camarade Lecoïn protesta contre sa mise en liberté provisoire, déclarant que l'acte d'expulsion que seul un non lieu pouvait couronner logiquement son arrestation arbitraire.

Nous sommes convaincu que « l'affaire Lecoïn » sera classée, le gouvernement ne tenant pas à se ridiculiser à nouveau, mais l'implication qui pèse sur Morinière subsistera sans doute, et cependant, notre ami ne doit pas et ne peut pas être condamné pour « outrage aux agents » puis qu'il ne leur adressa même pas la parole, et que son arrestation n'est due qu'à la fantaisie de bourgeois zélés.

Nous profiterons de sa comparution devant le tribunal correctionnel pour faire comme il convient le procès de la fiscalité à M. Chiappe.

Union Anarchiste-Communiste

CONGRES DES 30, 31 OCTOBRE ET 1^{er} NOVEMBRE 1927 A PARIS

Aux huit questions posées à l'ordre du jour, vient s'ajouter à la demande de nombreux groupes la suivante :

La campagne antiparlementaire pour les élections législatives de 1928

Avant le 10 octobre, dernier délai, les groupes auront dû faire connaître la présence de leurs délégués au Congrès.

Pour une bonne organisation de notre Congrès National, il est indispensable que les groupes désignent le ou leurs délégués avant le 10 octobre.

L'U. A. C. insiste particulièrement auprès de ses groupes pour la désignation des délégués ; trop nombreuses sont les réponses non affirmatives et il serait déplorable de reculer une nouvelle fois le Congrès.

Avant le 10 octobre que toutes les réponses parviennent donc sans faute au secrétariat : Pierre Odéon, 72, rue des Prairies, Paris (XX^e).

AUX CAMARADES DE PARIS ET DE PROCHE BANLIEUE

Les camarades qui pourraient loger un ou plusieurs délégués pendant le Congrès, sont priés de se faire connaître d'urgence au secrétariat de l'U. A. C.

Nous espérons que nombreux seront les amis qui se feront un plaisir de recevoir un délégué de province.

L'AFFAIRE GUYOT ET CLIMENT

La peine de nos Camarades commuée en détention perpétuelle

Nous disions, la semaine dernière que nos camarades Guyot et Climent étaient sur le point de passer devant le Conseil de guerre de Madrid, lequel avait à statuer en révision sur un arrêt de mort rendu, il y a trois ans, par le Conseil de guerre de Barcelone.

Comme nous le disions Guyot et Climent ne devaient qu'à leur activité de militants leur présence sur les bancs du Conseil de guerre, et c'est bien pour se débarrasser d'adversaires politiques irréductibles que la police espagnole avait fait arrêter les deux syndicalistes pour les faire condamner, ensuite à la peine capitale.

La façon dont l'instruction fut menée et le premier jugement prononcé à Barcelone ne laisse aucun doute sur ce point. Et plus rien ne semblait devoir arrêter la main du bourreau ibérique qui déjà s'appropriait à se saisir de nos pauvres camarades. Mais les anarchistes veillaient. Ils volèrent au secours de leurs infortunés camarades. Et l'affaire est venue en appel.

Mais, comme on le sait, le jugement en révision devant le Conseil supérieur de guerre à Madrid, ne constituait qu'une simple formalité destinée à sauvegarder les formes de la procédure bourgeoise.

L'affaire Sacco et Vanzetti qui était pourtant du ressort de la justice civile nous a fourni un exemple frappant de la solidarité étroite existant entre les diverses juridictions qui constituent le rouage juridique d'un Etat. Il était donc impossible que le Conseil de guerre de Madrid déjoue celui de Barcelone.

Quelles qu'aient pu être les preuves d'innocence accumulées par la défense durant ces trois dernières années d'instruction, elles ne pouvaient pas provoquer un acquiescement. Et cependant, malgré la dictature, des hommes intègres comme le célèbre avocat réactionnaire Gallardo, ancien ministre du roi, avaient bien voulu se charger de la défense de nos amis, convaincus qu'ils étaient de leur complète innocence.

Mais il ne faut s'attendre à rien de généreux de la part des soudards, qui gouvernent l'Espagne et sont montés au pouvoir aux cris de : *Mort aux syndicalistes !* *Sus aux Anarchistes !*

Or, Guyot et Climent étaient deux de ces rares militants n'ayant pas voulu se courber devant la dictature de Primo de Rivera ; malgré la terreur par lui instaurée, ces deux vaillants camarades

voulaient continuer la lutte sans abandonner cette Espagne tyrannisée où les ouvriers désarmés par la destruction de leurs centres de résistance cherchent en vain des animateurs, et c'est là toute l'explication de cette affaire qui vient à nouveau réveiller l'esprit de solidarité internationale des travailleurs de partout.

Le Conseil de guerre de Madrid vient de rendre son jugement.

La peine de mort prononcée à Barcelone contre Guyot et Climent est commuée en celle de détention perpétuelle.

Et pourtant, aux débats les avocats Barriobero et Gallardo, ainsi que de nombreux témoins établirent nettement l'innocence absolue des deux accusés.

C'est sans doute pourquoi le Conseil de guerre supérieur n'a pas pu maintenir la première sentence. Mais par haine des anarchistes et des syndicalistes et conformément au programme de destruction du mouvement révolutionnaire et des militants qui en sont l'âme, Guyot et Climent innocents ont été condamnés à la détention perpétuelle. Ainsi les juges de Madrid affirment leur solidarité de caste et le Directoire saisi le moyen le plus sûr pour se débarrasser sans coup férir et définitivement de militants dangereux pour lui, parce qu'actifs.

Mais certain de l'innocence de Guyot et Climent, le Comité International de Défense Anarchiste ne peut pas accepter le nouveau verdict du Conseil de guerre de Madrid.

Comme celui de Barcelone l'arrêt de Madrid doit être cassé.

Le Comité International a fait son enquête. Il sait — la chose sera bientôt publique — que les véritables auteurs de l'attentat pour lequel Guyot et Climent sont condamnés sont connus. Et prochainement des révélations sensationnelles seront faites qui obligeront le Gouvernement de Madrid à ordonner un nouveau procès.

Jusqu'à la nous demandons à nos amis de s'occuper activement de Guyot et Climent afin de faire connaître leur cas et écarter leur innocence.

L'action qui a déjà fait arracher nos deux camarades espagnols au garrot doit se développer et s'étendre jusqu'à ce que soit ordonnée leur libération définitive.

Et le Comité International qui poursuivra la campagne jusqu'à complète satisfaction sollicite tous les concours.

LA RÉPRESSION CONTRE LE SABOTAGE

Les dépositaires et abonnés doivent obligatoirement recevoir leur journal le vendredi matin au plus tard.

Les camarades qui auront à se plaindre d'un retard dans la remise de leur journal ou de leur paquet, le signaleront à Pierre Odéon, en faisant connaître leur adresse et l'heure exacte de la remise.

A la lecture de ces lignes, si votre journal ne vous est pas parvenu le vendredi, écrivez-nous immédiatement et surtout qu'il n'y ait que des réclamations justifiées.

300 abonnés en retard

Trois cents abonnements sont arrivés à expiration. Nous demandons aux camarades de ne pas attendre pour effectuer leur paiement.

Que tous s'empressent donc de faire parvenir à l'administration le montant de leur réabonnement.

AMERICAN LEGION

Aux bandits d'outre-mer ouvrons large la porte ;
Regards défilent la joyeuse cohorte
Des assassins vainqueurs.

Si le glas sonne encore le crime de la veille,
Il vibrera peut-être encore à votre oreille,
Mais non plus en nos cœurs.

Le peuple est-il si lâche, égoïste et sauvage
Que tout tombe en l'oubli, qu'après tant de tapage,
Il suffit d'un seul jour

Pour laisser s'égarer aux feuillets de l'histoire
Les noms des deux martyrs, tout couverts de la gloire
D'avoir chanté l'amour !

Comme la perle tombe aux mains du lapidaire,
Leur souvenir s'envole ; et, pourtant, prolétaire,
Il n'était qu'à toi seul !

C'est pour toi qu'ils sont morts, qu'ils ont lutté sans trêve,
De te savoir heureux, ils ont gardé le rêve
Jusqu'au bord du lincoln.

Malgré tout leur courage héroïque et farouche,
Sans doute ils sentiraient leur monter à la bouche
Une amère saur.

En regardant Paris ouvrir large la porte,
Tout le peuple exultant et la liberté morte
Sous le pied du vainqueur.

M. LAISANT.

Dollar über alles

Voilà l'Amérique qui passe. Et *Colas Breugnot*, qui ne consentirait jamais à donner gratuitement sa piquette, livre ses femmes aux conquérants yankees dévalant sur nos campagnes et nos cités, comme jadis les hordes barbares d'Attila.

Dans le passé, les bandes teutonnes étaient reçues par les Gaulois, fier et orgueilleux, à coups de pique, de fourche, de lance et de hache ; aujourd'hui, sous le règne du foutriquet, qui a la conscience chargée du poids de 1.500.000 morts, c'est au son du fifre et du tambour que l'on accueille les sauvages.

Le Français change. Il a cependant conservé son esprit cocardier. Il aime faire causer de lui. En bien ou en mal ; que lui importe. Il passait hier, aux yeux de l'Anglo-Saxon pour être un peuple de prostituées et de souteneurs ; on le présente demain le front garni d'un bois de cerf. Les Américains sont passés par là. *Honni soit qui mal y pense.*

Dire que le Français se déshonore est inexact. Ce n'est plus possible. Qu'il est loin, le temps où François I^{er} écrivait à sa mère : « Madame, tout est perdu, fors l'honneur. » La France, depuis, s'est trop vautrée dans la boue et l'abjection. Première en tout, hier ; elle veut l'être aujourd'hui dans l'abjection. Personne, demain, ne lui disputera cette place.

Ah ! qu'on est fier d'être Français, lorsque l'on jette un regard sur les derniers siècles de notre histoire.

Louis XIV, le Roi-Soleil, le roi du grand siècle — du siècle de musc et de merde, comme dit Mirbeau — repoussant d'arrogance et de vermine, recevait ses ambassadeurs sur sa chaise percée ; son successeur donnait audience aux gens de sa cour dans l'antichambre de ses bordels. Quelle grandeur ! Mais Louis-le-XXI^{er} devait payer de sa tête l'infamie de ses ancêtres.

La Révolution passa. Incomplète, hélas !

« Ceux qui font des révolutions à demi, se creusent des tombeaux » écrivait Saint Just ; la Révolution française fut une demi-révolution, et les sans-culottes qui prirent la Bastille ne surent pas se refuser à la Grande Armée de l'empereur assasin.

Et depuis, c'est la débâcle.

La boucherie de 1914 ne fut peut-être que le couronnement de l'épopée napoléonienne ? Le plus clair de l'histoire, c'est que de cette époque, la France fut vendue et revendue et qu'elle est maintenant colonie américaine.

Nous sommes les vassaux des Américains. Nos suzerains ont des droits sur nous, et ils entendent les faire respecter.

Nous l'avons déjà dit : ils emportent les richesses, les œuvres d'art, les châteaux historiques, tout un patrimoine constitué et cimenté à travers les siècles, dans la sueur, dans les larmes et la douleur du peuple. Ne pouvant emporter dans leurs contrées, corrompues par un puritanisme hypocrite, le meilleur produit de la vigne, ils viennent ici, le consommant sur place, dans les boîtes de nuit de Montmartre, où ils se saoulent à rendre jaloux un Polonais. Quant au droit de jambage, qui en font de véritables seigneurs féodaux, il leur fut concédé, il y a quelques années déjà, durant la grande guerre « du droit et de la civilisation ». Non, vraiment, le Français ne peut plus se déshonorer.

En échange de tout cela, le peuple Français reçoit le pain et le cinéma, comme jadis le peuple romain recevait le pain et le cirque.

Cependant, si la Rome décadente se contentait, durant quelques années, de ce que lui consentait le tyran, le peuple se vengea un jour de l'histrion par le couteau d'Épaphrodite. Mais le dollar est plus puissant que ne le fut jamais Néron ; les peuples l'adorent et s'agenouillent devant lui comme devant un Dieu.

C'est que le dollar est au-dessus de tout. C'est un dieu, et un dieu cruel et barbare. Néron fit brûler Rome. Le dollar incendiera la terre. Pour son culte, pour sa possession, des millions d'êtres jeunes et virils seront encore jetés dans les plus horribles, dans les plus monstrueux carnages. C'est en son nom que toute l'humanité sera demain mise à feu et à sang ; c'est pour lui que toute une génération sera encore sacrifiée.

Il a ses prêtres dans tous les pays, dans tous les plus petits recoins du cosmos ; il étend sa puissance sur les hommes et sur les choses ; sa domination est universelle.

Combien de temps les serfs du monde vont-ils subir l'exploitation du dollar ? Mystère ! Il ne semble pas que les misérables se rendent compte du danger qu'il présente. Il ne semble pas qu'ils veuillent se révolter contre la menace de guerre qu'il tient suspendu sur la tête de l'humanité.

La France, la France révolutionnaire, qui se flattait d'être à l'avant-garde de

tout mouvement social, s'est lâchement détournée de sa tâche et n'a pas voulu donner le premier coup de pioche pour ébranler l'édifice sur lequel repose le veau d'or. Le peuple de France s'est incliné, comme tous les autres peuples, du reste, et le dollar sort victorieux et grandiose au lendemain même de son dernier crime.

La vieille civilisation européenne s'écroule. S'éteindra-t-elle dans un soubresaut et ne retrouvera-t-elle pas une énergie nouvelle pour résister à une civilisation aurifère, dépourvue de tout sentiment, venue de l'autre côté des mers ?

Ce n'est pas le pacifisme bléant des démocrates qui arrêtera la marche en avant de l'envahisseur. La guerre comme la révolution sont inhérentes à une société reposant sur un piédestal d'or, et c'est parce que le « dollar über alles » symbolise le règne de l'or que jamais la guerre ou la Révolution ne furent si proches et si menaçantes.

La guerre ou la Révolution. Il faut choisir pour l'une ou l'autre de ces deux alternatives. Il n'y a pas de milieu. Les libertaires ont choisi. Puissent-ils être, demain, assez forts et assez soucieux de leurs responsabilités pour s'organiser afin que du chaos et des catastrophes futures sorte un état social élaboré sur l'ordre et la liberté.

J. CHAZOFF.

FÉDÉRATION PARISIENNE

DISPOSITIONS CONCERNANT LE CONGRES DE LA FEDERATION

Décisions du Comité d'Initiative du 24 septembre

Groupes présents : 5^e, 6^e, 13^e, 14^e, 15^e, 17^e, 18^e, 19^e, Asnières, Boulogne, Billancourt, Jeunesse Anarchiste, Montreuil.

Groupes absents : Bezons, Drancy, La Garenne, Livry-Gargan, Pantin-Aubervilliers.

Le Comité étudie la question de la participation au Congrès des groupes de la région parisienne. Le secrétaire signale la position des groupes de Drancy, Livry, Pantin-Aubervilliers, qui n'ont pas encore régularisé leur situation vis-à-vis de la Fédération.

Le Comité d'initiative décide que le groupe de Puteaux, qui, à maintes reprises, a manifesté son autonomie, ne pourra en aucune façon participer aux travaux du Congrès. Après avoir examiné le cas du groupe de Pantin-Aubervilliers, il est décidé qu'il sera invité à titre auditif ; il en est de même en ce qui concerne le groupe de Saint-Denis.

Le nombre de délégués au Congrès ne sera pas limité et chaque groupe pourra se faire représenter par plusieurs camarades ; chaque groupe ne disposant cependant que d'une voix. Les noms des délégués devront parvenir au secrétaire de la Fédération huit jours au moins avant la tenue du Congrès.

Ordre du jour du Congrès :
1^o Les principes de l'anarchisme et le problème de l'organisation ;
2^o Compte rendu moral et financier ;
3^o La Fédération, sa structure, son activité ;
4^o Les groupes ; ce qu'ils sont, ce qu'ils doivent être ;
5^o L'U.A.C. ; son programme, sa structure, sa propagande, sa ligne de conduite ;
6^o La défense des emprisonnés ;
7^o La position de l'U.A.C. vis-à-vis des autres organisations ;
8^o Le « Libertaire » ; sa vie, sa ligne de conduite ;
9^o La Librairie internationale.

La force au service de la Barbarie

Toutes les bourgeoisies se valent. Russes, hypocrites, cyniques ou implacables, leur domination est maintenue par la force au service de l'iniquité.

Les Etats instituent leur défense par tous les moyens : l'intimidation, la corruption, le salariat et la mort dans certains cas.

Les gouvernements ont un but nettement défini : la domestication des peuples, la servitude des travailleurs à tout prix, la suppression systématique de l'esprit de liberté, l'anéantissement de l'opposition vraiment radicale, l'entente révolutionnaire, en donnant à ce qualificatif toute sa profondeur, toute son intensité.

Les Etats sont de grands mangeurs d'hommes, de redoutables machines d'oppression, de misère ou de mort, avec le consentement quasi universel.

Malheur aux ennemis de l'autorité, du pouvoir, de la féodalité capitaliste ! Sous l'œil des esclaves eux-mêmes, les adversaires des monopoles, des exploités, des affamés, des dirigeants sont réduits à l'impuissance ou torturés au nom du prince ou du capital.

Une petite poignée d'hommes libres, quelques cœurs ardents, des journalistes chaleureux ou vénétables avec justesse, des milliers et des milliers de braves gens ne purent détacher du fauteuil électrique Sacco et Vanzetti, ces héros si purs, si lumineux, inoubliables représentants de l'humanité de nos rêves.

Les capitalistes sont des spoliateurs. Pourquoi les pauvres les défendent-ils ? Tant que les multitudes ouvrières sont obscurcies par l'ignorance ou dévotement par la lâcheté, la force sera au service de la barbarie.

Si les pauvres étaient sains d'esprit, la force s'appuierait sur la sagesse, l'intelligence et l'amour.

Les bourgeoisies, cavernes de brigands, ne dévasteraient plus l'univers.

Antoine ANTIGNAC

